

**CONSERVATOIRE  
NATIONAL SUPÉRIEUR  
DE MUSIQUE ET  
DE DANSE DE PARIS**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES**

**ACCORD-CADRE n°2025-03-ACF**

**Accord-cadre de fourniture de matériels informatiques  
(ordinateurs portables, périphériques, docks USB...) pour le  
Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse  
de Paris.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>Article 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES Du marché .....</b>	<b>4</b>
1.1 – Objet du marché.....	4
1.2 – Type et forme du marché.....	4
1.3 – Procédure .....	4
1.4 – Budget du marché.....	4
1.5 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre .....	4
1.6 – Durée du l'accord-cadre. ....	5
<b>Article 2 – GÉNÉRALITÉS .....</b>	<b>5</b>
2.1 – Représentation des parties.....	5
2.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché.....	5
2.1.2 – Représentant du Titulaire.....	5
2.1.3 – Obligations d'information relative au Conservatoire.....	5
2.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques.....	6
2.1.5 – Sous-traitance.....	6
<b>ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>6</b>
3.1 Modalités de consultation des marchés spécifiques .....	6
3.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents .....	7
3.3 Prix des marchés subséquents .....	7
3.4 Pièces contractuelles des marchés subséquents.....	8
<b>article 4 : PRIX ET RÈGLEMENT.....</b>	<b>8</b>
4.1 Prix.....	8
4.2 Modalités de variation des prix. ....	8
4.3 Précisions sur les modalités de règlement .....	9
4.3.1 Avances .....	9
4.3.2 Acomptes.....	9
4.3.3 Contenu de la demande de paiement (facture).....	9
4.3.4 Remise de la demande de paiement.....	10
4.3.5 Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire .....	10
4.3.6 Paiement des prestations.....	10
4.3.7 Facturation électronique.....	10
4.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques .....	11
4.4.1 Groupements d'opérateurs économiques .....	11
<b>ARTICLE 5 : CONTROLE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>11</b>
5.1 Vérifications .....	11
5.2 – Mise en ordre de marche.....	11
5.3. – Vérification d'Aptitude.....	12
5.4 – Décision après vérification.....	12
<b>ARTICLE 5 : Modification du marche.....</b>	<b>12</b>

5.1	Cas de modification.....	12
5.2	Clause de réexamen .....	12
<b>ARTICLE 6 : Pénalités .....</b>		<b>13</b>
6.1	Pénalités .....	13
6.1 -	Pénalités de retard.....	13
6.2 -	Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	13
6.3 -	Pénalité pour travail dissimulé.....	13
<b>ARTICLE 8 : DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....</b>		<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 : CLAUSES INCITATIVES RELATIVES A LA PROMOTION DE LA DIVERSITE OU LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS.....</b>		<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 : RESILIaTON .....</b>		<b>14</b>
10.1	Principes généraux.....	14
10.2	Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	14
10.2.1	<i>Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....</i>	<i>14</i>
10.2.2	<i>Incapacité physique du Titulaire.....</i>	<i>14</i>
10.2.3	<i>Décès ou incapacité civile du Titulaire.....</i>	<i>14</i>
10.3	Résiliation pour événements liés au marché .....	14
10.3.1	<i>Difficulté d'exécution du marché.....</i>	<i>14</i>
10.4	Résiliation pour faute du Titulaire .....	15
10.5	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	16
10.6	Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché16	
10.7	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire .....	16
<b>ARTICLE 11 : DISPOSITION DIVERSES .....</b>		<b>17</b>
11.1	<i>Forme des notifications et informations.....</i>	<i>17</i>
11.2	Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	17
11.3	Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances.....	18
11.4	Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité..18	
11.4.1	<i>Obligation de confidentialité.....</i>	<i>18</i>
11.4.2	<i>Information des sous-traitants.....</i>	<i>19</i>
11.5	Protection des données à caractère personnel.....	19
11.6	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	20
11.7	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	20
11.8	Assurances et responsabilité.....	20
11.8.1	<i>Réparation des dommages.....</i>	<i>20</i>
11.8.2	<i>Assurances .....</i>	<i>20</i>
11.9	Règlement des litiges .....	21
11.9.1	<i>Règlement des différends entre les parties .....</i>	<i>21</i>
11.9.2	<i>Instance chargée des procédures de recours.....</i>	<i>22</i>
<b>ARTICLE 12 : DÉROGATION AU CCAG-FCS .....</b>		<b>22</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ**

### **1.1 – Objet du marché**

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de matériel informatique (Ordinateurs portables, périphériques et accessoires) destinés à équiper 250 postes de travail au sein du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP).

### **1.2 – Type et forme du marché**

Le présent accord-cadre est un marché public de fournitures au sens de l'article L. 1111-3 Code de la commande publique, ci-après le « Code ».

### **1.3 – Procédure**

Conformément aux articles L. 2120-1, 3°, L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2124-2, 1° du CCP, le présent marché est passé selon une procédure formalisée, et plus particulièrement en appel d'offres ouvert.

La publicité est passée selon l'article R.2131-12-1° du même code. En l'espèce, l'avis d'appel public à la concurrence est publié au bulletin officiel d'annonces des marchés publics (BOAMP) ; au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ; le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plate-forme des achats de l'Etat « PLACE » via le site internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **1.4 – Budget du marché**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.

2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande lors des marchés subséquents.

Le montant maximum des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit :

- Montant maximum : 370 000 € HT, soit 444 000 € TTC et sans montant minimum

### **1.5 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) FCS ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) TIC ;
- L'offre technique du Titulaire lors de l'accord-cadre ;
- Les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **1.6 – Durée du l'accord-cadre.**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification du marché.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS**

### **2.1 – Représentation des parties**

#### ***2.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché***

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le représentant du Conservatoire est le chef du service informatique.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

#### ***2.1.2 – Représentant du Titulaire***

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

#### ***2.1.3 – Obligations d'information relative au Conservatoire***

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;

Aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **2.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du Conservatoire, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le Mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Conservatoire jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du Mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par le Conservatoire d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

#### **2.1.5 – Sous-traitance**

Pas de sous-traitance prévue conformément à l'article L2193-1 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

La description des prestations ainsi que leurs spécifications seront précisées dans le cahier des charges valant acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles.

### **3.1 Modalités de consultation des marchés spécifiques**

Les marchés subséquents sont conclus après mise en concurrence des candidats dont l'admission a été notifiée à la date d'envoi de la lettre de consultation du marché subséquents de l'accord-cadre

Lors de la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur adressera aux candidats admis à l'accord-cadre, une lettre de consultation précisant les prestations attendues et les modalités de réponse.

Elle sera accompagnée de pièces relatives au marché spécifique, à savoir :

- Le cahier des charges valant acte d'engagement
- Les pièces financières

D'autres pièces tant que de besoin pourront s'ajouter à la présente liste.

Les candidats admis à présenter une offre sont tenus de la présenter dans le délai imparti fixé dans la lettre de consultation pour les remises des offres.

Ils devront remettre avant la date limite de remise des offres, les documents suivants :

- Le cahier des charges valant acte d'engagement
- Les pièces financières
- Toutes autres pièces exigées dans la lettre de consultation.

La durée du marché et les délais d'exécution des prestations pour chacun des marchés subséquents seront déterminés par les pièces du marché subséquent.

### **3.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents**

#### **a) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Les marchés subséquents seront attribués au candidat admis au système qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, et ce, au regard de critères indiqués par l'acheteur lors de la consultation des marchés spécifiques

Les critères de notation seront les suivants :

- Prix
- Valeur technique.

Ils seront pondérés (affectés d'un coefficient) et détaillés lors de la consultation de chaque marché subséquent.

#### **b) Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Conformément à l'article R. 2152-1 du code de la commande publique, les offres inappropriées seront éliminées.

En revanche, les offres irrégulières ou inacceptables seront admises à la négociation, à condition de ne pas être anormalement basses.

Il se réserve toutefois le droit d'attribuer le marché subséquent sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

#### **c) Autres dispositions**

Le délai de validité des offres pour les marchés subséquents est fixé à 80 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée dans la lettre de consultation.

La signature du marché subséquent devra intervenir pendant la durée de validité de l'accord-cadre

Sa durée d'exécution des prestations ne peut excéder 1 mois au-delà de la date de validité de l'accord-cadre.

### **3.3 Prix des marchés subséquents**

#### **a) Formes des prix**

Les prix des marchés subséquents pourront être passés à prix unitaires.

Le détail du prix concernant l'ensemble des prestations sera récapitulé dans la pièce financière.

#### **b) Variations des prix des marchés subséquents**

Les marchés subséquents seront passés à prix fermes.

### 3.4 Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissantes :

#### Pièces particulières

- Le CCAP du marché subséquent
- Le cahier des charges valant acte d'engagement du marché subséquent et annexes si besoin
- La proposition technique du candidat
- Les pièces financières du marchés subséquents

#### Pièce générale

Le cahier des clauses administrative générales des fournitures courantes et services, approuvé par un arrêté du 30 mars 2021.

Le cahier des clauses administrative générales de techniques de l'information et de la communication, approuvé par un arrêté du 30 mars 2021.

## ARTICLE 4 : PRIX ET RÈGLEMENT

### 4.1 Prix

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code, les prix des prestations faisant l'objet du présent marché sont unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations non prévues au bordereau des prix unitaires seront réglées en application du rabais proposé par le candidat dans le BPU de l'accord-cadre.

### 4.2 Modalités de variation des prix.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (index publié en avril 2025) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 20.0\% + 80.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue et publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC »

### **4.3 Précisions sur les modalités de règlement**

#### **4.3.1 Avances**

En application des articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 et suivants du Code, une avance est versée au titulaire du présent accord cadre pour chaque bon de commande dans le cadre des marchés subséquents dont le montant dépasse 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est de plus de deux mois.

#### **4.3.2 Acomptes**

Comme le prévoient les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois. Cette périodicité peut être ramenée à 1 mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique ou sur demande du titulaire. Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire.

Le montant facturé devra être conforme aux prestations réellement exécutées tel qu'il ressort du BPU produite par le titulaire à l'appui de la demande de paiement.

Le Conservatoire accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître l'avance à rembourser, les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi par arrêté au titulaire

#### **4.3.3 Contenu de la demande de paiement (facture)**

Lorsque le Titulaire remet au Conservatoire une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant, le surcoût supporté par le Conservatoire est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le Conservatoire aurait dû régler au Titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant.

#### **4.3.4 Remise de la demande de paiement**

La remise d'une demande de paiement intervient après le service fait.

#### **4.3.5 Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire**

Le Conservatoire accepte ou rectifie la demande de paiement. Si le montant indiqué est différent, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au Titulaire.

#### **4.3.6 Paiement des prestations**

La demande de paiement ou facture est adressée au Conservatoire.

Les prestations sur bon de commande seront réglées après certification du service fait.

#### **4.3.7 Facturation électronique**

Les factures afférentes au paiement sont établies après admission des prestations.

Lorsque le Titulaire est tenu, en application du Code, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités prévues par ce même Code.

Le règlement est effectué par virement bancaire sur le ou les comptes précisés par le Titulaire dans son offre sur présentation par ce dernier de factures.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro et le titre du présent marché ;
- L'identification des prestations exécutées (désignation et quantité) ;
- Les montants HT et TTC de la facture ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les coordonnées bancaires du Titulaire (IBAN et BIC).

Les factures sont à déposer obligatoirement sur le site suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>. Le seul champ à renseigner obligatoirement est le numéro SIRET du Conservatoire (n° 197 534 951 00037).

La demande de paiement peut être refusée par le Conservatoire lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire.

## **4.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques**

### **4.4.1 Groupements d'opérateurs économiques**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au Conservatoire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

## **ARTICLE 5 : CONTROLE DES PRESTATIONS.**

### **5.1 Vérifications**

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

### **5.2 – Mise en ordre de marche**

Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

### **5.3. – Vérification d'Aptitude**

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 15 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification

d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier

## **5.4 – Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC

# **ARTICLE 5 : MODIFICATION DU MARCHE**

## **5.1 Cas de modification**

Le marché pourra être modifié dans le cadre d'un ou plusieurs avenants ou décision unilatérale du Conservatoire (de prolongation, de poursuivre etc). Dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code (liste non exhaustive) :

- En cas de clause de réexamen ;
- En cas de circonstances imprévues ou imprévisibles ;
- En cas de nouveau titulaire se substituant au titulaire initial du marché ;
- En cas de modifications non substantielles ;
- En cas de modification de faibles montants ;
- En cas de prestations supplémentaires devenues nécessaires ;
- En cas d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision (L6-3° du Code).

Suivant l'article L6-4° du Code, le marché pourra être modifié pour motif d'intérêt général sans en bouleverser l'équilibre et le titulaire ne percevra pas d'indemnité

## **5.2 Clause de réexamen**

Le Conservatoire peut modifier le marché en application des dispositions de l'article R2194-1 du code et de l'article 27 du CCAG-TIC dans le cadre d'une clause de réexamen qui peut être invoquée tout au long de la vie du marché.

Le champ d'application de la clause de réexamen couvre les prestations suivantes :

- Modification du périmètre des prestations objet du marché.

Une modification de la clause de réexamen et notamment de la clause de révision de prix prévues au présent marché pourra être envisagée lorsqu'elle est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans le but de compenser les surcoûts imprévisibles supportés par le contractant.

La mise en œuvre de la présente clause sera matérialisée par un avenant conclu entre les parties.

Pour la mise en œuvre de la présente clause, le titulaire établira une offre financière correspondant à sa rémunération pour les prestations réalisées. Les parties décideront d'un commun accord des modalités d'exécution des prestations et matérialiseront leur accord par un avenant.

La mise en œuvre de la présente clause sera matérialisée par un avenant conclu entre les parties.

Il est précisé que la présente clause établit une éventualité que le titulaire est réputé connaître et accepter dès la remise de son offre. La possible application ultérieure de la présente clause de réexamen ne laisse aucune possibilité au titulaire d'élever de réclamation ou refus. En absence de mise en œuvre de la présente clause, le titulaire ne saurait être considéré comme lésé et le présent marché n'encourt pas une résiliation. Le titulaire continuera d'exécuter le marché conformément aux clauses contractuelles.

## **ARTICLE 6 : PENALITES**

### **6.1 Pénalités**

#### **6.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 € par jour, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du

CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

#### **6.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-TIC.

#### **6.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **ARTICLE 8 : DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable dans cet accord-cadre.

## **ARTICLE 9 : CLAUSES INCITATIVES RELATIVES A LA PROMOTION DE LA DIVERSITE OU LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS.**

Le conservatoire sensibilise les soumissionnaires, au sujet de la lutte contre les discriminations et de la promotion de la diversité. Une déclaration sur l'honneur du respect

de la lutte contre les discriminations et de la promotion de la diversité l'entreprise en phase de soumission est demandée, celle-ci n'est pas prise en compte dans l'attribution du marché et ne fait pas l'objet d'un engagement contractuel. La déclaration est demandée dans le cadre de la consultation, puis 6 mois avant la fin de marché.

Il s'agit surtout de mener une démarche de sensibilisation de ses fournisseurs au sujet de l'égalité. Bien que non contraignantes, ces clauses incitatives renferment un intérêt pédagogique vis-à-vis des opérateurs économiques, qui sont amenés à mieux considérer le sujet.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

### **10.1 Principes généraux**

Le Conservatoire peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du Titulaire, soit pour faute du Titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées infra.

Le Conservatoire peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **10.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché**

#### ***10.2.1 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire***

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

#### ***10.2.2 Incapacité physique du Titulaire***

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché, le Conservatoire peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

#### ***10.2.3 Décès ou incapacité civile du Titulaire***

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, le Conservatoire peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

### **10.3 Résiliation pour événements liés au marché**

#### ***10.3.1 Difficulté d'exécution du marché***

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de

proportion avec le montant du marché, le Conservatoire peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Conservatoire résilie l'accord-cadre.

#### **10.4 Résiliation pour faute du Titulaire**

Le Conservatoire peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- a) Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au Titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition ;
- c) Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire ;
- e) Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- f) Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- g) Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus infra, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- k) L'utilisation des résultats par le Conservatoire est gravement compromise, en raison du retard pris par le Titulaire dans l'exécution du marché ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- n) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours ;
- o) Le Titulaire n'a pas ou n'a pas correctement exécuté plusieurs fois les prestations ;
- p) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Conservatoire informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

### **10.5 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Lorsque le Conservatoire résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, de 5 %.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le Titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

### **10.6 Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché**

En cas de résiliation, le Conservatoire peut exiger du Titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

Le Conservatoire en informe le Titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du Titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

### **10.7 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

Le Conservatoire peut faire procéder par un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le Conservatoire. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par un ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas

été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du Titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au Conservatoire de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 11 : DISPOSITION DIVERSES**

### ***11.1 Forme des notifications et informations***

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil du Conservatoire ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu ou sur la plateforme PLACE.

En cas de groupement, la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil du Conservatoire, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil du Conservatoire, à l'issue de ce délai.

### **11.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations**

Tout délai mentionné dans le marché commence à courir à 00 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers de l'accord-cadre pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au Titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au Conservatoire pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

### **11.3 Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances**

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Conservatoire au Titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le Conservatoire remet également au Titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

### **11.4 Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité**

#### ***11.4.1 Obligation de confidentialité***

Le Titulaire et le Conservatoire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le Conservatoire est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le Conservatoire. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- Qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le Conservatoire aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;

- Signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- Qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

#### **11.4.2 Information des sous-traitants**

Sans objet

### **11.5 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

Lorsque le Titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Conservatoire, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- La finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du Conservatoire ;
- Les obligations du Conservatoire et celles du Titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

## **11.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification de l'accord-cadre, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

## **11.7 Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Conservatoire.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Conservatoire afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

## **11.8 Assurances et responsabilité**

### ***11.8.1 Réparation des dommages***

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du Conservatoire par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à sa charge.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Conservatoire, du fait de l'exécution du marché, sont à sa charge.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du Conservatoire, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit le Conservatoire contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### ***11.8.2 Assurances***

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Conservatoire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Conservatoire et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **11.9 Règlement des litiges**

Les contestations survenant entre le Conservatoire et le Titulaire dans l'exécution du présent marché ne peuvent en aucun cas être invoquées comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution des prestations.

### ***11.9.1 Règlement des différends entre les parties***

Le Conservatoire et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du Conservatoire et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le Conservatoire à la suite d'une mise en demeure adressée par le Titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné supra.

Tout différend entre le Titulaire et le Conservatoire doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au Conservatoire dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le Conservatoire dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le Conservatoire et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le Conservatoire sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le Titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par le Conservatoire ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées ci-dessus, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du Code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

#### ***11.9.2 Instance chargée des procédures de recours***

Le tribunal territorialement compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution du présent marché est le suivant :

Tribunal administratif de Paris  
7, rue de Jouy  
75181 – PARIS CEDEX 04  
01.44.59.44.00  
greffe.ta-paris@juradm.fr

## **ARTICLE 12 : DÉROGATION AU CCAG-FCS**

Il est dérogé par le présent CCAG aux articles énumérés ci-après du CCAG-TIC :

- Article 3.4.1 par l'article 2.1.1 – , en ce que le représentant du Conservatoire est désigné dès à présent, et non au moment de la notification du marché ;
- De manière générale, tous les articles faisant référence à des opérations de maintenance ne sont pas applicables.